

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 335

[2007/11015]

4 DECEMBRE 2006. — Loi transposant en droit belge la directive 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une oeuvre d'art originale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition préliminaire*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Elle transpose les dispositions de la directive 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une oeuvre d'art originale.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins*

Art. 2. L'intitulé du Chapitre Ier, Section 3, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 3. — Dispositions particulières aux oeuvres d'art graphique ou plastique ».

Art. 3. A l'article 9 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « oeuvre plastique » sont remplacés par les mots « oeuvre d'art plastique ou graphique »;

2° Dans l'alinéa 2, les mots « oeuvre plastique » sont remplacés par les mots « oeuvre d'art plastique ou graphique ».

Art. 4. L'article 11 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. — § 1^{er}. Pour tout acte de revente d'une oeuvre d'art originale dans lequel interviennent en tant que vendeurs, acheteurs ou intermédiaires, des professionnels du marché de l'art, après la première cession par l'auteur, il est dû à l'auteur par le vendeur un droit de suite inaliénable, auquel il ne peut être renoncé, même de façon anticipée, calculé sur le prix de revente.

On entend par « oeuvre d'art originale », les oeuvres d'art graphique ou plastique telles que les tableaux, les collages, les peintures, les dessins, les gravures, les estampes, les lithographies, les sculptures, les tapisseries, les céramiques, les verreries et les photographies, pour autant qu'il s'agisse de créations exécutées par l'artiste lui-même ou d'exemplaires considérés comme oeuvres d'art originales.

Les exemplaires d'oeuvres d'art visées par la présente section, qui ont été exécutés en quantité limitée par l'artiste lui-même ou sous sa responsabilité, sont considérés comme des oeuvres d'art originales aux fins de la présente section. De tels exemplaires sont en principe numérotés ou signés, ou dûment autorisés d'une autre manière par l'artiste.

§ 2. Le droit de suite ne s'applique toutefois pas à un acte de revente lorsque le vendeur a acquis l'oeuvre directement de l'artiste moins de trois ans avant cette revente et que le prix de revente ne dépasse pas 10.000 EUR. La charge de la preuve du respect de ces conditions incombe au vendeur.

§ 3. Le droit de suite appartient aux héritiers et autres ayants droit des auteurs conformément aux articles 2 et 7.

§ 4. Sans préjudice des dispositions des conventions internationales, la réciprocité s'applique au droit de suite. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 335

[2007/11015]

4 DECEMBER 2006. — Wet houdende de omzetting in Belgisch recht van de richtlijn 2001/84/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende het volgrecht ten behoeve van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Voorafgaande bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Zij zet de bepalingen om van de richtlijn 2001/84/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende het volgrecht ten behoeve van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten*

Art. 2. Het opschrift van Hoofdstuk I, Afdeling 3, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, wordt vervangen als volgt :

« Afdeling 3. — Bijzondere bepalingen betreffende de werken van grafische of beeldende kunst ».

Art. 3. In artikel 9 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « grafische of » ingevoegd tussen de woorden « werk van » en de woorden « beeldende kunst »;

2° In het tweede lid worden de woorden « grafische of » ingevoegd tussen de woorden « werk van » en de woorden « beeldende kunst ».

Art. 4. Artikel 11 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 11. — § 1. Bij elke doorverkoop van een oorspronkelijk kunstwerk waarbij actoren uit de professionele kunsthandel betrokken zijn als verkoper, koper, of tussenpersoon, na de eerste overdracht door de auteur, is door de verkoper aan de auteur een onvervreemdbaar, op de doorverkoopprijs berekend volgrecht verschuldigd, waarvan geen afstand kan worden gedaan, zelfs niet op voorhand.

Onder « oorspronkelijk kunstwerk » wordt verstaan, een werk van grafische of beeldende kunst, zoals afbeeldingen, collages, schilderijen, tekeningen, gravures, prenten, lithografieën, beeldhouwwerk, tapisserieën, keramische werken, glaswerk en foto's, voorzover dit werk een schepping is van de kunstenaar zelf, of het gaat om een exemplaar dat als oorspronkelijk kunstwerk wordt aangemerkt.

Kopieën van kunstwerken die onder deze afdeling vallen en die door de kunstenaar zelf of in zijn opdracht in beperkte oplage zijn vervaardigd, worden als oorspronkelijk kunstwerk in de zin van deze afdeling beschouwd. Dergelijke kopieën zijn in de regel genummerd, gesigneerd of door de kunstenaar op andere wijze als authentiek gemerkt.

§ 2. Het volgrecht is evenwel niet van toepassing op een doorverkoop waarbij de verkoper het werk minder dan drie jaar voor de doorverkoop rechtstreeks heeft verkregen van de kunstenaar en de doorverkoopprijs maximaal 10.000 EUR bedraagt. De bewijslast dat aan deze voorwaarden is voldaan, rust op de verkoper.

§ 3. Het volgrecht komt toe aan de erfgenamen en andere rechtverkrijgenden van de auteurs overeenkomstig de artikelen 2 en 7.

§ 4. Onverminderd het bepaalde in internationale overeenkomsten is de reciprociteit van toepassing op het volgrecht. ».

Art. 5. L'article 12 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. — Le droit de suite est calculé sur le prix de vente hors taxe, pour autant que celui-ci atteigne au minimum 1.250 EUR. Afin de supprimer les disparités qui ont des effets négatifs sur le fonctionnement du marché intérieur, le Roi peut modifier le montant de 1.250 EUR sans toutefois pouvoir fixer un montant supérieur à 3.000 EUR. Le montant du droit de suite est fixé comme suit :

- 4 % pour la tranche du prix de vente jusqu'à 50.000 EUR;
- 3 % pour la tranche du prix de vente comprise entre 50.000,01 EUR et 200.000 EUR;
- 1 % pour la tranche du prix de vente comprise entre 200.000,01 EUR et 350.000 EUR;
- 0,5 % pour la tranche du prix de vente comprise entre 350.000,01 EUR et 500.000 EUR;
- 0,25 % pour la tranche du prix de vente dépassant 500.000 EUR.

Toutefois, le montant total du droit ne peut dépasser 12.500 EUR. ».

Art. 6. L'article 13 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 13. — § 1^{er}. Pour les reventes effectuées dans le cadre d'une vente aux enchères publiques, les professionnels du marché de l'art intervenant dans la revente à titre de vendeurs, d'acheteurs ou d'intermédiaires, l'officier public et le vendeur sont solidairement tenus de notifier la vente dans le mois de celle-ci à l'auteur ou à la société chargée de la gestion de ses droits ou si cela n'est pas raisonnablement possible, aux sociétés de gestion désignées par le Roi. Ils sont également solidairement tenus de payer les droits dus dans un délai de deux mois suivant la notification.

Pour les reventes qui ne sont pas effectuées dans le cadre d'une vente aux enchères publiques, y compris les ventes ayant donné lieu à l'application de l'article 11, § 2, les professionnels du marché de l'art intervenant dans la revente à titre de vendeurs, d'acheteurs ou d'intermédiaires et le vendeur sont solidairement tenus de notifier la vente dans le délai et de la manière fixée par le Roi à l'auteur ou à la société chargée de la gestion de ses droits ou si cela n'est pas raisonnablement possible, aux sociétés de gestion désignées par le Roi. Ils sont également solidairement tenus de payer les droits dus dans un délai de deux mois suivant la notification.

§ 2. L'action de l'auteur se prescrit par trois ans à compter de l'échéance du délai de paiement visée au § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2.

§ 3. A l'expiration des délais de paiement fixés au § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, les sommes qui n'ont pu être payées le seront aux sociétés de gestion désignées par le Roi. Le Roi peut fixer les modalités relatives à ce paiement. A l'expiration du délai de prescription fixé au § 2, les sociétés de gestion désignées par le Roi répartiront les droits selon les modalités fixées par le Roi.

§ 4. Durant une période de trois ans après la revente, les sociétés de gestion peuvent exiger, en ce qui concerne les œuvres dont la gestion leur est confiée, des professionnels du marché de l'art toutes informations nécessaires à la perception et à la répartition du droit de suite, conformément aux règles fixées par le Roi.

En ce qui concerne les œuvres dont la gestion des droits n'est pas confiée à une société de gestion, le Roi fixe les conditions d'exercice du droit à l'information visé à l'alinéa précédent. Il peut notamment prévoir que le droit à l'information visé à l'alinéa 1^{er}, ne peut être exercé que par les sociétés de gestion qu'il a désignées conformément aux règles fixées par Lui.

Les auteurs peuvent également, conformément aux règles fixées par l'art exiger des sociétés de gestion désignées par le Roi, toutes informations nécessaires à la perception et à la répartition du droit de suite. ».

Art. 7. A l'article 22, § 1^{er}, de la même loi, modifié par les lois du 31 août 1998 et du 22 mai 2005, sont apportées les modifications suivantes :

- a) dans le 1^o, les mots « oeuvres plastiques » sont remplacés par les mots « oeuvres d'art plastique ou graphique »;
- b) dans le 4^o, les mots « oeuvres plastiques » sont remplacés par les mots « oeuvres d'art plastique ou graphique »;

Art. 5. Artikel 12 van dezelfde wet, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 12. — Het volgrecht wordt berekend op de verkoopprijs exclusief belasting, op voorwaarde dat die minimum 1.250 EUR bedraagt. Teneinde verschillen weg te werken die negatieve effecten hebben op de werking van de interne markt, kan de Koning dit bedrag van 1.250 EUR wijzigen, zonder evenwel een bedrag hoger dan 3.000 EUR te kunnen bepalen. Het bedrag van het volgrecht wordt bepaald als volgt :

- 4 % van het deel van de verkoopprijs tot en met 50.000 EUR;
- 3 % van het deel van de verkoopprijs van 50.000,01 EUR tot en met 200.000 EUR;
- 1 % van het deel van de verkoopprijs van 200.000,01 EUR tot en met 350.000 EUR;
- 0,5 % van het deel van de verkoopprijs van 350.000,01 EUR tot en met 500.000 EUR;
- 0,25 % van het deel van de verkoopprijs boven 500.000 EUR.

Het maximumbedrag van het recht mag evenwel niet hoger liggen dan 12.500 EUR. ».

Art. 6. Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 13. — § 1. Voor de doorverkopen die plaatsvinden in het kader van een openbare veiling zijn de actoren uit de professionele kunsthandel die bij de doorverkoop betrokken zijn als verkoper, koper, of tussenpersoon, de openbare ambtenaar, en de verkoper hoofdelijk verplicht de auteur of de vennootschap belast met het beheer van zijn rechten, of indien dit redelijkerwijs niet mogelijk is de door de Koning aangewezen beheersvennootschappen, binnen een maand na de verkoop in kennis te stellen van die verkoop. Zij zijn tevens hoofdelijk verplicht de verschuldigde rechten binnen een termijn van twee maanden na de kennisgeving te betalen.

Voor de doorverkopen die niet plaatsvinden in het kader van een openbare veiling, met inbegrip van de verkopen die aanleiding hebben gegeven tot de toepassing van artikel 11, § 2, zijn de actoren uit de professionele kunsthandel die bij de doorverkoop betrokken zijn als verkoper, koper, of tussenpersoon, en de verkoper hoofdelijk verplicht de auteur of de vennootschap belast met het beheer van zijn rechten, of indien dit redelijkerwijs niet mogelijk is de door de Koning aangewezen beheersvennootschappen, binnen de termijn en op de wijze bepaald door de Koning in kennis te stellen van die verkoop. Zij zijn tevens hoofdelijk verplicht de verschuldigde rechten binnen een termijn van twee maanden na de kennisgeving te betalen.

§ 2. De vordering van de auteur verjaart door verloop van drie jaren te rekenen van het verstrijken van de betalingstermijn bedoeld in § 1, eerste en tweede lid.

§ 3. Bij het verstrijken van de betalingstermijnen bepaald in § 1, eerste en tweede lid, worden de bedragen die niet betaald konden worden, aan de door de Koning aangewezen beheersvennootschappen betaald. De Koning kan nadere regels betreffende deze betaling bepalen. Bij het verstrijken van de verjaringstermijn bepaald in § 2, zullen de door de Koning aangewezen beheersvennootschappen de rechten verdelen op de door de Koning bepaalde wijze.

§ 4. Gedurende een periode van drie jaren na de doorverkoop, kunnen de beheersvennootschappen met betrekking tot de werken waarvan het beheer hen werd toevertrouwd, van de actoren uit de professionele kunsthandel overeenkomstig de door de Koning bepaalde regels alle inlichtingen opvragen die noodzakelijk zijn om de inning en verdeling van het volgrecht veilig te stellen.

Met betrekking tot de werken waarvan het beheer niet werd toevertrouwd aan een beheersvennootschap, bepaalt de Koning de voorwaarden voor uitoefening van het recht op inlichtingen bepaald in het vorige lid. Hij kan onder meer bepalen dat het in het vorige lid bepaalde recht op inlichtingen enkel kan uitgeoefend worden via de door Hem aangewezen beheersvennootschappen, overeenkomstig de door Hem bepaalde regels.

De auteurs kunnen tevens overeenkomstig de door de Koning bepaalde regels van de door de Koning aangewezen beheersvennootschappen alle inlichtingen opvragen die noodzakelijk zijn om de inning en verdeling van het volgrecht veilig te stellen. ».

Art. 7. In artikel 22, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 31 augustus 1998 en van 22 mei 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in de bepaling onder 1^o, worden de woorden « grafische of » ingevoegd tussen de woorden « werken van » en « beeldende kunst »;
- b) in de bepaling onder 4^o, worden de woorden « grafische of » ingevoegd tussen de woorden « werken van » en « beeldende kunst »;

c) dans le 4^obis, les mots « œuvres plastiques » sont remplacés par les mots « œuvres d'art plastique ou graphique »;

d) dans le 4^oter, les mots « œuvres plastiques » sont remplacés par les mots « œuvres d'art plastique ou graphique ».

Art. 8. L'article 92, § 2, de la même loi est complété par les alinéas suivants :

« Les droits de suite afférents aux reventes publiques d'œuvres, au sens de l'article 1^{er} de la loi du 25 juin 1921 frappant d'un droit les ventes publiques d'œuvres d'art, au profit des artistes, auteurs des œuvres vendues, qui ont eu lieu avant le 2 février 1999 et pour lesquelles, le jour de l'entrée en vigueur du présent alinéa, les droits dus n'ont pas encore été payés à l'auteur ou à la société chargée de la gestion de ses droits, seront répartis par les sociétés de gestion désignées par le Roi.

Indépendamment du moment où les reventes visées à l'alinéa précédent ont eu lieu, l'action de l'auteur relative aux droits de suite visés à l'alinéa précédent se prescrit par trois ans à compter du moment fixé par le Roi. Les sommes qui, à l'expiration de ce délai de prescription, n'ont pu être payées à l'auteur ou à la société chargée de la gestion de ses droits sont réparties entre les sociétés de gestion désignées par le Roi proportionnellement au montant des droits de suite perçus par chacune d'entre elles au cours de l'année civile précédente. Ces sommes sont ensuite réparties entre les ayants droit de la catégorie concernée, conformément aux règles prévues à l'article 69. ».

CHAPITRE III. — Entrée en vigueur

Art. 9. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi, en distinguant, pour ce qui est des reventes d'œuvres d'art originales dont l'auteur est décédé, si cela s'avère nécessaire pour permettre aux opérateurs économiques de s'adapter progressivement au système du droit de suite, entre les reventes effectuées dans le cadre d'une vente aux enchères publiques, et les reventes qui ne sont pas effectuées dans le cadre d'une vente aux enchères publiques.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 7, b) et c), entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 4, b) et c) de la loi du 22 mai 2005 transposant en droit belge la Directive européenne 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) *Session ordinaire 2005-2006.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 51-2464/1. — Amendements, n°s 51-2464/2 à 4. — Rapport de la Commission, n° 51-2464/5. Texte adopté par la Commission, n° 51-2464/6. — Amendement, n° 51-2464/7. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-2464/8.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 16 novembre 2006.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 3-1911/1. — Projet non évoqué par le Sénat.

c) in de bepaling onder 4^obis, worden de woorden « grafische of » ingevoegd tussen de woorden « werken van » en « beeldende kunst »;

d) in de bepaling onder 4^oter, worden de woorden « grafische of » ingevoegd tussen de woorden « werken van » en « beeldende kunst ».

Art. 8. Artikel 92, § 2, van dezelfde wet, wordt aangevuld met de volgende leden :

« De volgrechten met betrekking tot de doorverkopen bij openbare veiling van werken, in de zin van artikel 1 van de wet van 25 juni 1921 tot het innen van een recht op de openbare kunstveilingen, ten bate der kunstenaars, auteurs der verkochte werken, die plaatsvonden voor 2 februari 1999, waarvoor de verschuldigde rechten op de dag van inwerkingtreding van dit lid nog niet betaald werden aan de auteur of de vennootschap belast met het beheer van zijn rechten, zullen verdeeld worden door de door de Koning aangewezen beheersvennootschappen.

Ongeacht het ogenblik waarop de in het vorige lid voorziene doorverkopen plaatsvonden, verjaart de vordering van de auteur met betrekking tot de volgrechten bepaald in het vorige lid, door verloop van drie jaren te rekenen van het ogenblik bepaald door de Koning. De bedragen die na het verstrijken van deze verjaringstermijn niet konden betaald worden aan de auteur of de vennootschap belast met het beheer van zijn rechten, worden verdeeld onder de door de Koning aangewezen beheersvennootschappen in verhouding tot het bedrag aan volgrechten dat elk van hen tijdens het voorgaande kalenderjaar heeft geïnd. Deze bedragen worden vervolgens herverdeeld onder de rechthebbenden van de betrokken categorie, overeenkomstig de regels bepaald in artikel 69 ».

HOOFDSTUK III. — Inwerkingtreding

Art. 9. De Koning bepaalt voor elk artikel van deze wet de dag waarop het in werking treedt, waarbij hij, ten aanzien van doorverkopen van oorspronkelijke kunstwerken waarvan de auteur overleden is, een onderscheid maakt, indien zulks nodig is om de economische actoren in staat te stellen zich geleidelijk aan het volgrechtstelsel aan te passen, tussen de doorverkopen die plaatsvinden in het kader van een openbare veiling en de doorverkopen die niet plaatsvinden in het kader van een openbare veiling.

In uitzondering op het eerste lid, treedt artikel 7, b) en c), in werking op de dag dat artikel 4, b) en c) van de wet van 22 mei 2005 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese Richtlijn 2001/29/EG van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 2005-2006.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 51-2464/1. — Amendementen, nrs. 51-2464/2 tot 4. — Verslag van de Commissie, nr. 51-2464/5. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 51-2464/6. — Amendement, nr. 51-2464/7. — Tekst aangenomen in de plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-2464/8.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 november 2006.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers, nr. 3-1911/1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.